

ACTES DU COLLOQUE  
**L'UNIVERSITÉ: LABORATOIRE DE LA TRANSITION**  
QUELLE UNIVERSITÉ POUR DEMAIN?

---

**FAIRE DE L'UNIVERSITÉ  
UN LABORATOIRE  
DE LA TRANSITION**

---

**Ecl<sup>o</sup>sio**  
L'ONG DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE

---



<b>DÉFINITION DE LA TRANSITION: UN TERME, DES FRONTS D'ACTION</b>	<b>5</b>
<b>LA TRANSITION À L'UNIVERSITÉ</b>	<b>7</b>
<b>LA TRANSITION DANS LA RECHERCHE, PENSER LE CHANGEMENT</b>	<b>8</b>
<b>TRANSITION DANS L'ENSEIGNEMENT, APPRENDRE LE CHANGEMENT</b>	<b>12</b>
<b>TRANSITION DANS LA COMMUNAUTÉ UNIVERSITAIRE, VIVRE LE CHANGEMENT</b>	<b>14</b>
<b>COOPÉRATION EN TRANSITION</b>	<b>18</b>
<b>VERS UNE UNIVERSITÉ EN TRANSITION</b>	<b>20</b>



**Eclósio**  
L'ONG DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE

En collaboration avec:



**Belgique**  
partenaire du développement



Dans le cadre  
d'un programme commun:





Rapport du GIEC, rapport d'IPBES<sup>1</sup>, les constats se multiplient : la situation de la planète devient alarmante, si nous ne prenons pas rapidement des mesures radicales, nous courrons à la catastrophe. En réponse à ces sirènes d'alarme, émergent un peu partout des initiatives citoyennes qui réinventent des modes de vie plus durables. Elles se revendiquent du mouvement de la transition. Une transition de nos modes de vie polluants, prédateurs, dépendants en ressources naturelles, générateurs d'inégalités sociales vers des modes de vie plus résilients, plus respectueux de l'environnement, moins énergivores, plus solidaires, plus inclusifs dans les modes de gouvernance<sup>2</sup>.

Ces mouvements sont généralement lancés par des citoyen-ne-s, en partenariat avec les autorités locales, au niveau des quartiers, villes ou villages dans un processus participatif et collaboratif. Il s'agit de construire une réponse locale, à l'échelle du citoyen, aux enjeux environnementaux, partant de la conviction que les territoires et les communautés ont une place importante dans la construction des sociétés plus durables, justes et solidaires<sup>3</sup>. Dans cette perspective, les universités et les institutions de l'enseignement supérieur peuvent aussi être des lieux pour initier la transition. Elles pourraient même en être des lieux privilégiés. Les universités représentent en effet un réservoir de compétences et de connaissances, elles disposent d'espaces pour réfléchir de manière approfondie aux solutions qu'elles peuvent expérimenter sur les enjeux concrets d'énergie, d'alimentation, de mobilité, de gouvernance auxquelles elles sont confrontées. L'université pourrait devenir un véritable laboratoire de la transition. Un lieu où sont cherchées, réfléchies et expérimentées des solutions.

### MOUVEMENT DE LA TRANSITION

Le terme transition vient du mouvement lancé en 2006, en Grande-Bretagne par l'enseignant en permaculture, Rob Hopkins. Le mouvement s'est rapidement développé à travers le monde, principalement en Occident. Ce mouvement est arrivé il y a plusieurs années en Belgique, où il a connu un certain succès. Il existe aujourd'hui de nombreux exemples d'initiatives de transition qui innovent sur le plan écologique, énergétique, économique, environnemental ou encore social : Circuit-courts, potagers collectifs, repair-café, monnaies complémentaires... émergent un peu partout, portés par des citoyens, parfois en collaboration avec les pouvoirs locaux. Selon le Réseau Transition, le nombre d'initiatives de transition en Wallonie et à Bruxelles est passé de 35 à 120 en deux ans. Il y en aurait deux ou trois qui démarrent chaque mois.

**Pour plus d'informations sur le réseau transition en Belgique : <https://www.reseautransition.be/>**



C'est sur base de cette intuition que nous avons voulu appuyer la question de la transition et du développement durable à l'agenda des autorités académiques. Pour ce faire, Eclasio<sup>4</sup> en partenariat avec le Centre pour le Partenariat et la Coopération au Développement de l'Uliège (PACODEL) et dans le cadre du consortium d'ONG universitaires Uni4Coop, a organisé en avril 2019 un colloque intitulé *L'université : laboratoire de la transition, quelle université pour demain ?* L'objectif était d'ouvrir le débat autour du rôle des universités dans un projet global de transition. En nous inspirant de projets déjà en cours, nous avons souhaité identifier des pistes, ouvrir des champs d'action et susciter l'engagement de l'ensemble de la communauté universitaire : étudiants, chercheurs, professeurs, personnel administratif, technique et ouvrier, ainsi que les autorités rectorales à s'engager dans la transition. Plus concrètement la réflexion a été menée autour des trois missions de l'université : la recherche, l'enseignement et le service à la communauté.

Le colloque s'est ouvert sur une conférence inaugurale *La transition au cœur des universités : un défi à relever* qui a permis de tracer les grandes lignes de la question de la transition en générale et dans l'université en particulier. Durant cet événement Raphaël Stevens, chercheur indépendant, co-fondateur de Greenloop a rappelé les enjeux environnementaux et sociétaux qui se posent aujourd'hui. Emeline de Bouver, docteur en science politique et chargée d'éducation permanente à la FUCID a dessiné les contours du concept de transition, Sybille Mertens docteur en sciences économiques professeure à HEC-Uliège a situé l'université dans ce mouvement global de la transition et Olivier de Schutter, professeur de droit à l'UCL a présenté le groupe de recherche LPtransition comme avant-gout du rôle de la recherche dans la transition.

Le lendemain matin la réflexion s'est concentrée sur l'enseignement et la recherche au service de la transition. Dans cette perspective Sophie Béreau, Professeur à la Faculté des sciences économiques, sociales et de gestion et membre du Groupe Université en Transition de l'UNamur est venue présenter la réflexion en cours à l'UNamur pour intégrer les enjeux environnementaux de manière transversale à l'ensemble de l'enseignement. Charlotte Bréda, post-doctorante au département des sciences et gestion de l'environnement a présenté son projet de recherche « Quelle science écocitoyenne pour un territoire durable ? » et David Jamar, chargé de cours en sociologie UMons a exposé le master en transition et innovation sociale qu'il préside.

L'après-midi, un forum ouvert intitulé *Quelles questions, idées et propositions pour changer la société dans l'université et par l'université ?* a permis aux participants de réfléchir par petits groupes à des projets pour une université en transition.

La matinée du troisième jour a été l'occasion de découvrir des exemples d'initiatives de transition inspirantes au sein d'institutions d'enseignement supérieur : Bénédicte Schoonbroodt maître-assistante en socio-anthropologie et coordinatrice de recherches à la Haute École Libre Mosane (HELMO) et Philippe Therer, directeur de la catégorie économique de la Haute École Libre Mosane (HELMO), sont venus nous parler de la démarche de transition initiée dans la haute école. Deirdre Maes, coordinatrice du projet Développement Durable, KULeuven, a exposé la politique de développement durable portée par l'université flamande et enfin, Cécile Van De Weerd, coordinatrice du projet Développement Durable de l'Uliège a fait le point sur la démarche de l'université de Liège pour inscrire les objectifs du développement durable dans sa politique.






Ensuite, toujours le matin du troisième jour, une table ronde réunissant Martine Benoit, Directrice de la Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société, Walter Bouvais, cofondateur d'Open Lande & fondateur Terra eco et Haissam Jijakli, Professeur ULiège-GxABT du centre de recherches en agriculture urbaine et animée par Rachel Brahy coordinatrice scientifique de la Maison des Sciences de l'Homme de l'ULiège, s'est interrogée sur la façon de créer des synergies entre la société civile et l'université dans un projet commun de transition.

Enfin l'après-midi un panel d'intervenants a permis d'éclairer la question de la transition sous l'angle des relations Nord-Sud. Se sont exprimés: Delphine Boursin, étudiante de master en médecine vétérinaire ULiège, membre du «club étudiant VetoSud»; Fabienne Courtejoie, Professeure à l'ULiège, responsable du programme de master en architecture et urbanisme à l'Université Kongo de Mbanza-Ngungu (RDC), Frédéric Francis, Professeur à l'ULiège, Doyen GxABT, Pierre Leclercq, Professeur ULiège, responsable d'un projet de valorisation du patrimoine en Tunisie grâce à des démarches citoyennes et participatives, Baudouin Michel, Directeur de l'ERAIFT et Maître de conférences ULiège-GxABT (UNESCO, Kinshasa, RDC); Sophie Pascal, Coordinatrice de l'ONG Eclodio; Gautier Pirotte, Professeur ULiège, responsable du MOOC sur la fabrique de l'aide internationale; Fabrice Spirmont, WBI, Direction de la Coopération bilatérale directe; et enfin Vincent Wertz, Professeur UCLouvain, Président de la Commission Coopération au Développement de l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur. Ce panel était modéré par Nicolas Antoine-Moussiaux, Docteur en médecine vétérinaire, Chef de travaux à la faculté de médecine vétérinaire à l'ULiège.

Durant ce troisième jour était également organisée une foire aux initiatives qui a permis aux participants de découvrir des projets de transition sur leur territoire.

Nous remercions les différents intervenants ainsi que l'ensemble des participants qui ont permis d'alimenter la réflexion de la transition par et dans l'université. Le texte qui suit en reprend les lignes de force, dégage les principaux enseignements; des pistes d'action pour la communauté universitaire et des recommandations pour les autorités académiques. Il a pour objectif d'être un jalon pour les universités qui souhaitent se mettre en transition. 

**1** IPBES: Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques composée de 150 scientifiques des quatre coins du monde chargé d'émettre un rapport sur l'état des écosystème et de la biodiversité de la planète.

**2** Notons qu'une transition vers plus d'écologie n'implique pas naturellement une transition vers moins d'inégalités. La solidarité est souvent le parent pauvre des initiatives de transition. Nous l'incluons cependant dans notre définition de la transition car il y a une volonté et une interrogation récurrentes des acteurs pour que la transition soit inclusive. Pour une réflexion plus approfondie sur le sujet notamment:

- Le mouvement de la transition, jusqu'où l'inclusion, Scott Fontaine, Eclodio, avril 2019. <https://www.eclodio.org/publication/le-mouvement-de-la-transition-juquou-linclusion/>

- La transition c'est pour qui? FOCUS, Fucid, avril 2019. [http://www.fucid.be/wp-content/uploads/2019/04/FOCUSMAGO2\\_mars2019.pdf](http://www.fucid.be/wp-content/uploads/2019/04/FOCUSMAGO2_mars2019.pdf)

- Transition, vecteur d'émancipation ou de reproduction des inégalités sociales? Claire Wiliquet, Centre Avec, Août 2014. <http://www.centreavec.be/site/la-transition-energetique-vecteur-d-emanicipation-ou-de-reproduction-des-inegalites-sociales>

**3** Ici encore le lien entre réponse local et changement global est à interrogé, il est souvent pointé comme le talon d'Achille des initiatives de transition.

**4** UniverSud-Liège, à l'origine de cette publication travail sous la bannière Eclodio suite à son rapprochement en 2018 avec ADG.







# DÉFINITION DE LA TRANSITION : UN TERME, DES FRONTS D'ACTION

Il n'est pas simple de définir la transition. Transition technologique ? Transition écologique ? Le mot a été approprié par une série de public et connaît une pluralité de définition en fonction des personnes qui l'utilisent. Nous pouvons d'ores et déjà proposer un premier défrichage en précisant que lorsque nous parlons de transition il est pour nous question de transition vers un monde plus juste et plus durable. Malgré ce premier recadrage, le flou n'en est pour autant dissipé, l'expression recèle beaucoup d'implicites comme le souligne Emeline De Bouver invitée au colloque pour nous aider à cerner ce concept. Derrière ce terme se cachent bon nombre de conceptions différentes : petits gestes du quotidien, conceptions politiques, invitation à une redéfinition de l'être humain et de la culture. La diversité des pratiques qui se revendiquent de la transition est quant à elle colossale.

De fait, il existe différentes approches de la transition. Ainsi lorsque l'on parle de transition il peut être question d'une nébuleuse d'initiatives citoyennes locales, conviviales de réappropriation de l'économie et de l'écologie. La transition c'est aussi un projet de société écologique, une nouvelle façon de parler du développement durable dont le terme a été galvaudé et a pour certain perdu de sa substance. La transition peut également être entendue comme un processus : une forme d'engagement qui met l'accent sur les moyens, qui interroge les rapports de domination dans son quotidien et où sont développés des outils d'intelligence collective. D'autres encore conçoivent la transition comme une préparation à l'après-effondrement une construction de la résilience face aux crises. On parle aussi de transition pour appréhender un mode de vie écologique. Enfin la transition est aussi entendue comme un foyer de l'écologie intérieure : se changer soit même pour changer la société.

Ces différentes approches, reflètent en réalité, selon l'analyse d'Emeline De Bouver, différentes conceptions du changement social :

Une première conception est que le changement doit passer par une transformation des modes de vie : une panoplie de petits gestes et de bonnes pratiques peut nous amener à être moins consuméristes, moins énergivores, moins polluants. La force de cette conception du changement est que tous nous pouvons agir à notre échelle, la limite est l'énergie consacrée à tous ces gestes au regard de leur impact et le risque de tomber dans une « démocratie des caddies » où la citoyenneté s'exprime dans le choix de consommation individuel, excluant les revenus les plus faibles qui n'ont pas la possibilité de ces choix.

Une deuxième conception du changement est celui qui passe par une transformation structurelle. Il s'agit ici d'un militantisme plus classique, la crise est systémique, il faut donc passer par une refonte des institutions, l'engagement se fait au travers de l'action collective, dans des associations, par des manifestations ou par l'engagement en politique. L'avantage de cette approche est qu'elle introduit la question des injustices et des conflits sociaux dans la transition. Le défi est de trouver un juste équilibre entre lutter contre et participer à la construction d'un « pour ».

Une troisième conception du changement passe par une transformation relationnelle. Dans cette lecture, le nœud de la crise multiforme que nous vivons aujourd'hui est l'individualisme qui mène à la sur-production, la sur-consommation. Face à cela l'important est de recréer du lien social, de sortir de nos vies isolées.





Enfin une quatrième conception du changement est celui qui passe par une transformation intérieure et culturelle: le consumérisme, l'individualisme, le rapport de domination à la nature sont des choses qui nous façonnent, ils font partie de notre culture. Il faut donc se transformer soi-même, sa culture pour changer le monde.

De façon transversale à ces différentes conceptions du changement social présentes dans la transition, se pose la question de la participation des personnes vulnérables au mouvement de la transition plutôt porté par une frange de la population éduquée et aisée. Si la construction d'un monde durable est en route, la question de la justice sociale reste encore souvent en suspens.

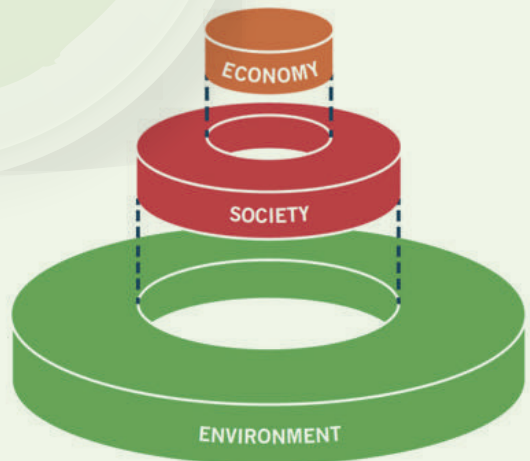
Les différentes conceptions du changement ont tendance à s'affronter au sein du mouvement de la transition, les partisans d'une conception ayant tendance à disqualifier les autres. Nous pensons nous, à l'instar d'Emeline De Bouver que ces conceptions sont complémentaires. Il est nécessaire d'agir sur tous les fronts pour faire advenir une société plus juste et plus durable. Cela n'implique pas que tout le monde doivent agir sur tout mais plutôt une répartition du travail où chacun agit là où il peut en fonction de sa sensibilité, renforçant l'action de tous dans un projet commun. 🌍

**LA TRANSITION VERS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ?**

Cousin de la transition le développement durable est souvent touché lorsqu'on aborde ce mouvement. De quoi s'agit-il ?

On parle de développement durable lorsqu'on parle d'un développement vertueux d'un point de vue économique, environnemental et social. Plus précisément, il existe deux conceptions du développement durable: l'une faible est l'autre forte.

La vision faible met au même niveau les aspects environnementaux, sociaux et économiques. Une action durable se trouve à l'intersection des trois. Une version forte du développement durable accorde la prédominance à l'environnement et au respect de ses limites comme cadre à toute action. L'action économique est au service des communautés qui elles-mêmes sont limitées par le respect de l'environnement. C'est cette vision forte que nous défendons.





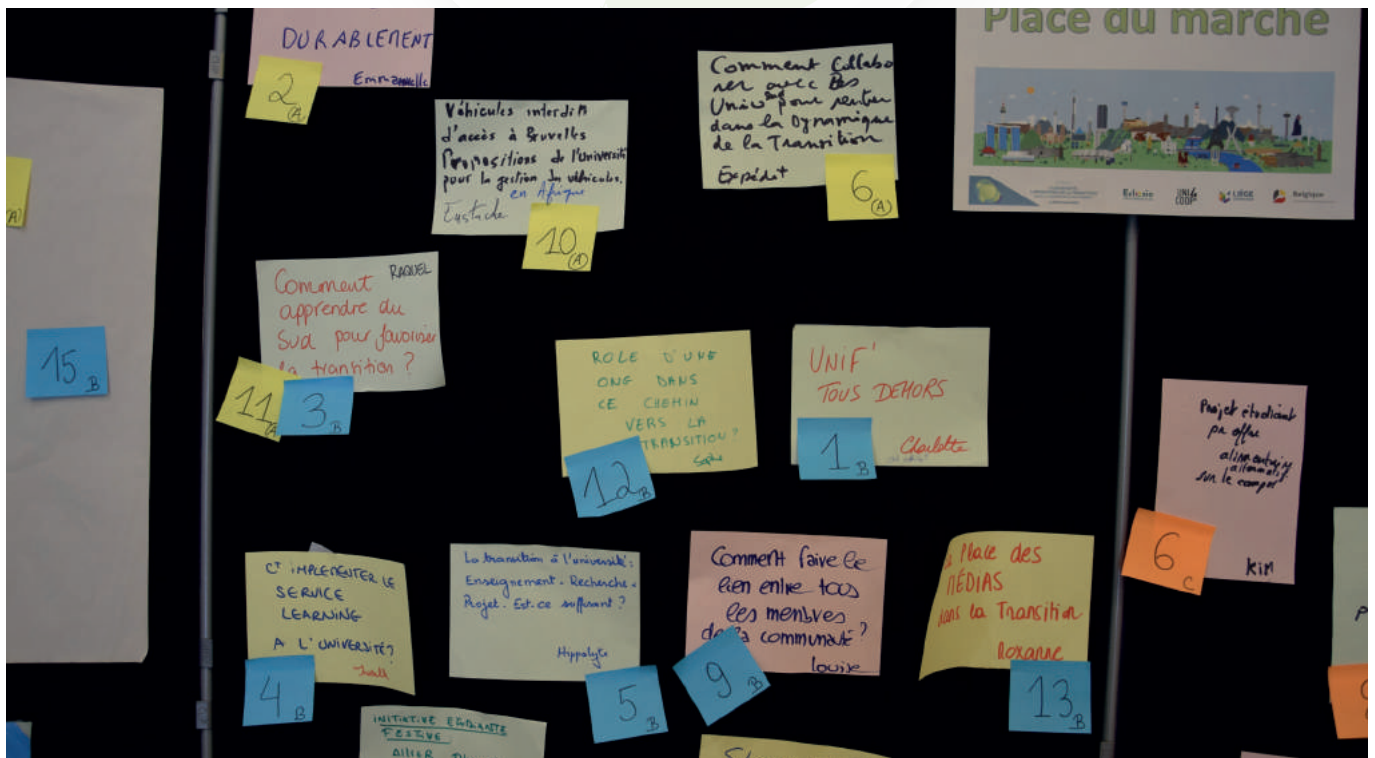
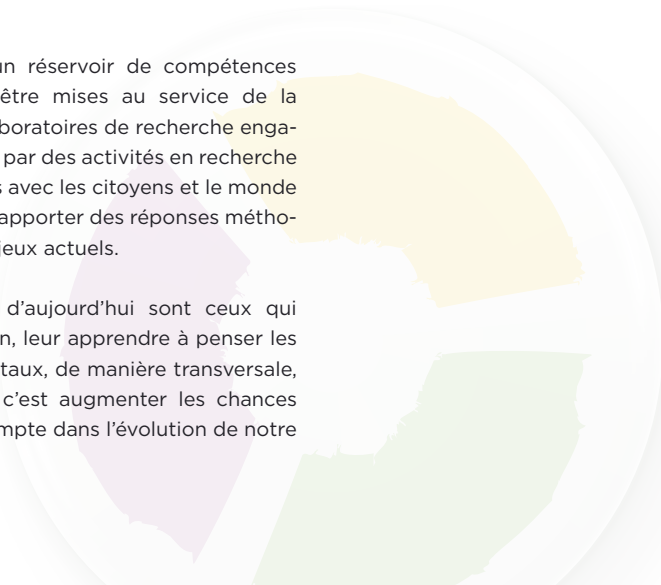
# LA TRANSITION À L'UNIVERSITÉ

Slow-sciences, recherches participatives, produits bio et locaux dans les cafétérias, initiatives de mobilité douce et de co-voiturage, campus durable ou en transition, intégration des objectifs de développement durable dans les politiques universitaires, échanges Nord-Sud... la transition dans ses différentes conceptions du changement social a déjà pénétré l'université. Basé sur les différentes interventions du colloque, nous vous proposons dans ce qui suit un tour d'horizon des champs d'action de l'université. Nous passerons en revue les enjeux, les ouvertures, les verrouillages et ce afin d'identifier les leviers d'action pour que notre université puisse prendre pleinement son rôle dans ce projet global de transition.

Trois champs d'action de l'université pour la transition ont été identifiés :

1. La recherche. L'université est un réservoir de compétences et d'expertises qui pourraient être mises au service de la recherche de solution. Par des laboratoires de recherche engagés, par des activités innovantes, par des activités en recherche fondamentale et des partenariats avec les citoyens et le monde des industries, la recherche peut apporter des réponses méthodologiques et techniques aux enjeux actuels.
2. L'enseignement. Les étudiants d'aujourd'hui sont ceux qui façonneront le monde de demain, leur apprendre à penser les enjeux sociaux et environnementaux, de manière transversale, quelle que soit leur discipline, c'est augmenter les chances que ces enjeux soient pris en compte dans l'évolution de notre modèle de société.

3. L'université comme communauté. L'université, c'est une communauté de près de 30 000 citoyens qui travaillent, étudient, se déplacent, mangent, votent... c'est une organisation avec ses bâtiments, ses abords, une institution qui a un système politique, qui consomme des biens et des services... En cela, l'université, au même titre qu'une ville, qu'un village peut se mettre en transition. Avec peut-être un impact social d'autant plus grand au vu de la position de leader d'opinion de l'université au sein de la société, et de son rôle structurant pour les étudiants qui y passent.







## LA TRANSITION DANS LA RECHERCHE, PENSER LE CHANGEMENT

En matière de transition la recherche peut permettre de mettre en lumière les solutions mais aussi les verrouillages aux changements: quels sont les freins techniques, sociaux, politiques, anthropologiques, économiques, institutionnels qui malgré le fait que nous sommes nombreux à être convaincus qu'un changement est urgent, rien, ou presque, ne bouge.

En abordant la question d'une recherche qui servirait la transition, une nécessité fait l'unanimité: celle du décloisonnement. Lors du colloque tous ont en effet été d'accord pour le dire: les nouvelles connaissances à partir de différentes disciplines et en collaboration avec les acteurs de terrain, sont d'un plus grand intérêt que celles produites de manière cloisonnées. Croiser les différents savoirs scientifiques ainsi que les connaissances de terrain permet de cerner les problèmes sous toutes leurs facettes et dans toute leur complexité. Car comme le souligne Raphael Stevens, les risques engendrés par le changement climatique sont interconnectés, pour résoudre un problème, il faut l'envisager en relation avec l'ensemble du système au risque d'apporter une solution qui ait des dommages collatéraux.

Surtout, chercher ensemble permet une meilleure appropriation par tous des résultats de la recherche, des solutions qu'elle propose. Cela implique de déverrouiller le modèle de recherche, de réinventer des protocoles, de créer de nouveaux schémas de pensées, qui permettront de trouver des réponses aux enjeux d'aujourd'hui. Cela nécessite également de dépasser les a priori réciproques entre disciplines, et entre académiques et acteurs de terrain, de ne plus travailler en silo. Interdisciplinarité et transdisciplinarité sont les mots d'ordre d'une recherche en transition.

L'interdisciplinarité consiste à faire se croiser les regards des sciences de la nature: climatologues, biologistes, physiciens et des sciences sociales: psychologues, sociologues, politologues, juristes. Pour comprendre les enjeux de la transition, il ne faut pas seulement comprendre des flux naturels mais aussi comprendre les leviers de mobilisation, les normes sociales.

Transdisciplinarité signifie de mener des recherches avec des acteurs sociaux/de terrains, qui sont sur la ligne de front. Selon le groupe LPtransition spécialisé dans la recherche transdisciplinaire (cfr. encadré), la recherche transdisciplinaire a pour avantage une formulation des questions de recherche en étroite connexion avec les attentes des acteurs sociaux; une meilleure prise en compte des contraintes inhérentes aux contextes dans lesquels les acteurs opèrent pour formuler des propositions politiques; une capacité de recherche améliorée grâce à la co-construction de savoirs avec les acteurs sociaux qui développent des améliorations à leur niveau; et une distribution plus large des résultats de la recherche au sein des différents secteurs de la société. Selon Olivier De Schutter, porte-parole du groupe LPtransition lors du colloque, Pour comprendre les obstacles et les solutions qui se dessinent, il est nécessaire de travailler aussi bien avec des experts qu'avec des profanes. Les connaissances contextuelles sont indispensables. Cela implique que l'université ne s'érige pas en expert du changement social, mais fasse confiance aux acteurs de terrain. Son rôle est d'aider ces acteurs à «accoucher» de solutions qu'ils portent en eux. Une manière de dire que nul n'est mieux expert de la situation que les personnes qui travaillent sur les terrains. C'est en créant des espaces, où les acteurs de terrain peuvent se rencontrer et établir un diagnostic commun que la science peut le mieux les aider à progresser.







### LE GROUPE LPTRANSITION

Le groupe de recherche partenariale de Louvain sur la transition écologique et sociale, présenté par Olivier De Schutter lors du colloque, se donne pour mission de procurer aux entités de recherche existantes et aux chercheurs intéressés dans ces entités une plateforme de services pour stimuler la recherche pluridisciplinaire à l'université et pour promouvoir l'identification de synergies potentielles.

Le groupe LP transition a par exemple mené des recherches en Drôme ainsi que dans l'arrondissement de Verviers pour comprendre les dynamiques à l'œuvre et le potentiel de développement de ces régions.

<http://lptransition.uclouvain.be/fr/index.html>

Le projet de science éco-citoyenne TRIAL présenté par Charlotte Breda propose une démarche qui va dans ce sens.

Le projet Trial est une expérience de création d'un institut écocitoyen où est produit de la connaissance citoyenne et scientifique pour le territoire de la province de Luxembourg. Trial est un projet de recherche de 4 ans de l'Unité de Socio-Économie, Environnement et Développement (SEED) de l'Université de Liège (Campus d'Arlon) financé par le FRNS et la région Wallonne dans le cadre du *Walloon Institute for Sustainable Development* et en partenariat avec l'Université catholique de Louvain. *Trial* signifie essai, expérimentation. Il est aussi l'acronyme de: Transdisciplinary Research Intervention Anchored in Luxembourg.

Il s'agit d'un projet d'expérimentation transdisciplinaire de co-production de connaissances environnementales territorialisées, ici à la région du Luxembourg. Le projet répond à un double objectif. Un objectif méthodologique d'abord. Souvent, la recherche transdisciplinaire fonctionne au cas par cas sans protocole prédéfini, l'idée est ici de co-construire un protocole de recherche collaboratif réunissant citoyens, scientifiques, gestionnaires, autorités publiques, acteurs associatifs et économiques en vue de réaliser une transformation dans les relations de production de connaissance sur le territoire. Le deuxième objectif est d'ordre institutionnel; il s'agit d'établir les conditions de durabilité de la méthode sous la forme d'un institut écocitoyen en Luxembourg belge.

La transdisciplinarité se situe dans l'essence même du projet avec une volonté d'impliquer les acteurs dans toutes les étapes de la recherche: au niveau du choix de la thématique de travail, de l'élaboration de la question de recherche, de l'élaboration du protocole d'échantillonnage et d'analyse de la production des données et enfin dans l'interprétation et la valorisation des résultats.

Le projet a été séquencé en trois phases: une première phase de diagnostic pour identifier les thématiques et mettre en place une méthodologie (mars 2017 - juin 2018), une deuxième phase de recherche éco-citoyenne, avec la construction d'un Master Plan pour la gestion durable du territoire (juillet 2018 - juin 2020) et enfin une troisième phase pour l'évaluation des conditions d'institutionnalisation et de valorisation des acquis, la création d'un lieu de dialogue durable entre science et citoyens et la diffusion des résultats de la recherche, notamment en terme de méthode (juin 2020 - mars 2021).





Nous pouvons d'ores et déjà revenir sur la première phase qui s'est clôturée il y a une petite année pour mieux comprendre les défis d'une recherche transdisciplinaire. Cette première phase a eu pour objectif d'établir un état des lieux de la recherche transdisciplinaire en Europe, de mener une enquête exploratoire sur les enjeux éco-citoyens en province de Luxembourg, de mettre en place une structure de gouvernance de la recherche et de choisir la thématique. Ont été mis sur pied un conseil consultatif des acteurs économiques, politiques, administratifs et associatifs de la province et un conseil scientifique, composé de scientifiques ayant une expertise sur le territoire ou sur la méthode transdisciplinaire. Ces conseils remettent des avis au forum citoyen chargé de formuler des propositions au comité de pilotage du projet composé à part égale des différents organes développés ci-dessus. Ce modèle de gouvernance permet de prendre en compte les connaissances de chaque partie prenante du projet. Le modèle a un impact important sur les possibilités effectives de co-construire. Dans cette perspective, le choix de la thématique, première étape du projet est devenu un enjeu méthodologique important. Trois enjeux majeurs avaient été identifiés pour le territoire luxembourgeois. La gestion des risques industriels, les espèces animales controversées, notamment le castor, et la gestion multifonctionnelle et durable de la forêt, en lien avec le projet «Pari Daiza». Afin d'impliquer les citoyens, c'est le forum citoyen qui a été amené à trancher entre les sujets. Il a été invité à élaborer les critères pour choisir entre ces trois thématiques. Pour ce faire ils ont liés leur choix à des transformations potentielles qu'ils souhaitaient voir advenir. Au terme de la réflexion c'est la thématique de la forêt qui a paru avoir le plus gros potentiel transformateur.

Des projets, comme le projet TRIAL, transdisciplinaires dans leur ADN, restent assez marginaux. Ils ont pourtant un énorme potentiel transformateur en termes de gouvernance, de formation et de transformation de la société.

### LES DÉFIS D'UNE RECHERCHE EN TRANSITION

En conclusion, Charlotte Breda pose la question: Quelles transformations des sciences pour un territoire durable? Elle y apporte ces éléments de réponses: une science qui a pour objectif de participer à la durabilité du territoire doit être une science territorialisée, une science basée sur une co-construction forte des connaissances, impliquant les différents acteurs et une science qui réfléchit à son potentiel transformateur. Les défis à relever sont multiples.

Cela implique d'abord de rééquilibrer les rapports de pouvoir et de créer des modèles de gouvernance flexibles: dans le cas du projet TRIAL c'est donner le pouvoir aux acteurs d'identifier la question de recherche.

Cela implique aussi d'avoir des chercheurs et des chercheuses engagé-e-s, avec une volonté de donner un potentiel transformateur à leur recherche. Des chercheurs et des chercheuses convaincu-e-s de la plus-value de la co-construction; qui jouent un rôle de pont avec la société civile. Or, selon plusieurs témoignages d'universitaires durant le colloque, être chercheur à tendance militante n'est souvent pas soutenable. La démarche vient s'ajouter à toutes les exigences qui pèsent déjà sur les épaules d'un-e académique sans pour autant qu'il en retire de reconnaissance. L'institution soutien peu l'engagement dans la société. Ceci représente un frein effectif à un dialogue entre société et université qui permettrait pourtant à cette dernière de prendre pleinement son rôle dans la transition.

Un autre défi est de dépasser l'a priori réciproque entre les différents lieux de production de connaissance. Dépasser les préjugés entre domaine de sciences d'abord: le dialogue entre les facultés en particulier entre sciences naturelles et sciences humaines, n'est pas une chose évidente. Toutes initiatives permettant de «désilloter» les savoirs est importante.







Dépasser les a priori entre académiques et acteurs de terrain aussi. Cela nécessite que les universitaires accordent du crédit aux connaissances des acteurs et des citoyens et que ceux-ci considèrent comme utiles les connaissances académiques ce qui pour l'instant ne va pas de soi. Il existe en effet un important travail de recherche fait par les acteurs de terrain mais ce savoir reste dévalorisé par rapport au savoir universitaire. Quant au savoir universitaire, il peut paraître parfois désincarné par rapport aux problématiques de terrain.

Derrière ce dialogue se situent également les questions de l'articulation entre recherche appliquée et recherche fondamentale, ainsi que les questions de diffusion et d'appropriation des résultats de la recherche. On peut supposer qu'une connaissance co-créée par les universitaires et les acteurs de terrain permettra une meilleure diffusion et une meilleure appropriation des résultats. Ce ne sera sans doute pas sans une remise en question de la valorisation de la recherche comme elle se fait actuellement soit par système de brevet soit par la publication dans des revues scientifiques spécialisées accessibles uniquement aux spécialistes du domaine. Le décloisonnement devra être pensé aussi dans la diffusion.

La recherche transdisciplinaire soulève également des questions en termes de temporalité : la co-construction implique généralement un temps plus long que celui qui est octroyé dans un projet de recherche classique et qui ne correspond pas forcément au temps de l'action politique, économique, associative qui s'exerce sur un territoire.

Une dernière question et non la moindre est celle du financement. La transdisciplinarité a peu de reconnaissance dans le monde de la recherche. Elle est donc plus difficile à financer. Déposer un projet transdisciplinaire au FNRS est très difficile. D'autres sources de financements doivent être explorées. Le projet TRIAL par exemple est financé pour une durée déterminée par la région wallonne. Une fois que ce financement sera expiré, il n'y a encore rien de prévu pour assurer la continuité financière de ce projet. À Bruxelles, la région finance des projets de recherches-actions de trois ans au travers du laboratoire d'innovation co-créée. Cela reste des projets où les postes sont très précaires et où des problèmes de financement apparaissent par la suite. Il faut alors se remettre sur les rails de la recherche classique. A contrario, pourrait-on imaginer des appels à projet où les approches trans et/ou interdisciplinaires soient incontournables ? Tout comme des appels qui demanderaient de justifier l'intérêt environnemental et social du projet seraient de puissants outils pour intégrer ces dimensions dans la recherche.

L'institution universitaire peut soutenir ces recherches de différentes manières :

- En usant de son influence auprès des bailleurs pour valoriser les projets qui proposent des approches trans et interdisciplinaires.
- En soutenant les chercheurs qui mettent sur pied des approches trans et interdisciplinaires et en soutenant les chercheurs qui s'engagent au côté de la société civile pour une société plus juste et plus durable.
- En favorisant le dialogue entre les facultés et en renforçant les espaces de dialogue sciences/société pour une meilleure appropriation des résultats.

Les chercheurs des différentes disciplines et des acteurs de terrains pourraient :

- Développer une recherche pour la transition implique de dépasser les a priori réciproques et d'acquiescer des réflexes de dialogue entre disciplines et avec les acteurs dans les projets de recherche.
- De développer ensemble des protocoles de recherche trans et interdisciplinaire qui pourront être systématisés.

Une recherche pour la transition doit se mettre elle-même en transition. 🌈

### COUP DE PROJECTEUR : LA MAISON

#### LES BOUTIQUES DES SCIENCES

Créées dans les années 70, les Boutiques des Sciences accompagnent des chercheurs et des organisations de la société civile à co-construire des projets de recherche innovants, mêlant équitablement compétences scientifiques et citoyennes. C'est un dispositif de recherche indépendante, à but non lucratif et au service du bien commun. Le terme « boutique » est le fruit d'une regrettable traduction de l'anglais « shop » (« science shop ») qui pourrait plutôt se traduire par « atelier » ou « fabrique » des sciences.

Les boutiques des sciences sont des « passerelles » permettant de recueillir les demandes issues de la société et d'aider à les reformuler en questions de recherche. Elles permettent, par ailleurs, de mobiliser des étudiants et des chercheurs afin de définir ensemble un objet précis et des objectifs de recherche. Elles facilitent, enfin, la conduite de projets de recherche en veillant notamment à ce que les résultats soient co-produits, utiles et utilisables par les différents partenaires.

**Source :** <https://mshsud.org/plateformes-services/boutique-des-sciences>

#### LA MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME

La Maison des Sciences de l'Homme propose aux citoyens et aux chercheurs un espace de réflexion et de débats où les savoirs circulent, s'échangent et s'enrichissent. Elle accorde une attention toute particulière aux questions de société et d'éthique qui permettent d'interroger le vivre ensemble.

**Pour en savoir plus :** <http://www.msh.ulg.ac.be/>





## TRANSITION DANS L'ENSEIGNEMENT, APPRENDRE LE CHANGEMENT

Si les étudiants sont aujourd'hui informés sur les enjeux climatiques comme en témoigne les manifestations pour le climat, l'université a un rôle à jouer dans l'approfondissement de ces connaissances, en outillant les étudiants pour penser les problèmes et leurs solutions de manières complexes et interdépendantes. Outils qui feront d'eux les bâtisseurs d'une société plus juste et plus durable. Aborder les questions sociétales et environnementales de manière transversale dans toutes les disciplines est une voie d'entrée pour faire pénétrer, au travers des étudiants, professionnels de demain, ces préoccupations dans tous les secteurs de la société, y compris ceux qui a priori y sont moins ouverts.

La transition dans l'enseignement s'effectue à un double niveau : celui du contenu des cours qui doit évoluer pour introduire les nouveaux enjeux et de nouveaux schémas pour y répondre et celui des méthodes pédagogiques en adéquation avec un mouvement plus large qui prône une pédagogie plus active.

La faculté des sciences économiques, sociales et de gestion de l'Unamur s'est lancée dans cette réflexion quant à l'intégration des défis environnementaux, sociétaux et technologiques dans l'enseignement universitaire. Elle implémentera une réforme de programme de bachelier en septembre 2019. Sophie Béreau, chargée de cours en finance à l'UNamur, était présente lors du colloque pour témoigner de cette réflexion.

Elle remarque d'abord que malgré les constats d'inadéquation des modèles économiques classiques pour penser les réalités économiques dans leur complexité et trouver des solutions aux enjeux actuels, ces modèles continuent à être enseignés aux étudiants.

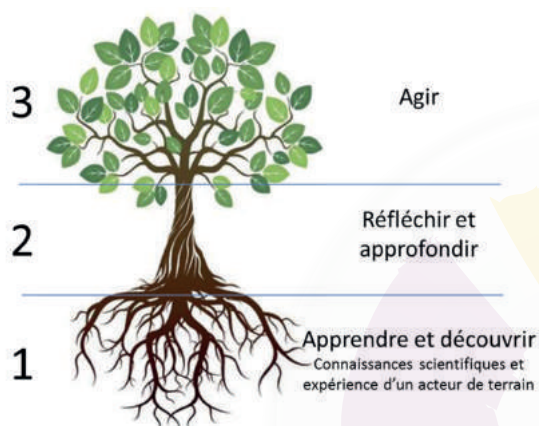
On continue par exemple à enseigner l'économie de manière linéaire, à penser la prospérité en termes de croissance du PIB, sans prendre en compte les limites des ressources naturelles. Et ce malgré que des modèles alternatifs existent. Malgré également que les enseignants peuvent être des écologistes convaincus, sensibles à ces limites planétaires, ils continuent à proposer une approche classique de l'économie à leurs étudiants. Elle invite alors les professeurs à une remise en question du contenu de leur cours pour réévaluer la pertinence des modèles et des valeurs qu'ils véhiculent. Car une modélisation n'est pas neutre elle propose au contraire une vision de la réalité et de là des modes d'action particuliers. Si l'on prend l'économie linéaire ou circulaire par exemple, la première n'intègre pas la question des ressources et donc la question du recyclage alors que la seconde bien. Des cours existent sur ces approches économiques alternatives mais restent noyés dans les programmes dominés par les approches classiques.

La réforme du programme à l'UNamur s'inspire du modèle de l'arbre, composé de trois parties : ses racines, son tronc et ses branches, une démarche en 3 étapes. Le temps des racines correspond à la phase d'apprentissage et de découverte et symbolise la connaissance et les faits scientifiques. Les étudiants sont sensibilisés dès la première année de bachelier à la transition. L'objectif visé est que tous les étudiants aient connaissance de faits scientifiques avérés sur les défis climatiques, sociétaux et technologiques. La démarche leur donne la connaissance, et plus important, les invite à vivre la transition, à les y impliquer, à leur montrer concrètement, afin qu'ils vivent ce changement qui est déjà en marche. Qu'ils sachent qu'il est possible de faire autrement, et que ce qu'on apprend dans les amphithéâtres lors de cours d'économie n'est pas l'unique possibilité/l'unique transposition.





D'autres options, d'autres conceptions existent et l'Université de Namur s'applique à le faire découvrir aux étudiants. Ainsi dans le bachelier sera par exemple introduit un cours d'éthique « science éthique et développement » ayant pour objectif de sensibiliser les étudiants aux problématiques de la transition. Deux tiers du cours seront confiés à un spécialiste de l'un des aspects des défis d'aujourd'hui (réchauffement climatique, épuisement des ressources, pénurie d'eau...). Le tiers restant consistera à un suivi personnalisé et d'un travail de réflexion autour des thématiques abordées. Ce troisième tiers correspond au tronc dans le modèle de l'arbre, le temps de la stabilité celle de la réflexion et d'approfondissement. Après avoir appris et vécu la possibilité d'un autre monde l'étudiant sera invité à faire un pas en arrière et à initier une réflexion personnelle sur sa place dans cette transition. Un changement d'être s'opère, une introspection de ces savoirs et de ces expériences mûrit. Enfin vient le temps de l'action où l'étudiant devient acteur de changement.



### DES FORMATIONS À LA TRANSITION

#### MASTER EN SMART RURALITY

Dans la démarche de développement d'un campus en transition, l'UNamur en partenariat avec l'UCL et l'Uliège a mis sur pied un Master en Smart Rurality. Ce Master qui se veut transversal et interdisciplinaire propose de former les gestionnaires à faciliter la mutation des territoires ruraux au sein d'une économie post carbone. Il s'articule autour de cinq objectifs : 1) initier et soutenir la transition dans une perspective de développement durable et d'une gestion raisonnée des ressources naturelles ; 2) repenser l'humain et le bien-être au cœur de son environnement ; 3) redéfinir une économie sociale, écologique et solidaire ; 4) s'emparer d'une gouvernance collective et horizontale ; 5) s'aider des technologies de l'information et de la communication moderne.

#### MASTER EN TRANSITIONS ET INNOVATIONS SOCIALES

Ce master mis en place par l'Umons, l'UCL et trois hautes écoles propose aux étudiants de réfléchir et d'agir sur le tissu social et environnemental grâce à une approche pluridisciplinaire.

### DO IT, APPRENDRE PAR L'ACTION

Au-delà du contenu des programmes, la manière d'apprendre est aussi amené à évoluer. Alors que petit à petit, un peu partout la tendance est à réfléchir et expérimenter des pédagogies plus actives, l'enseignement universitaire est encore majoritairement dominé par les cours magistraux... Si dans certains cas cette méthode est adaptée, dans d'autres elle mériterait d'être repensée.

C'est dans ce sens que va Pierre Ozer, professeur en à l'Uliège, coordinateur du Master en gestion des risques naturels venu lors du colloque témoigner de ses méthodes d'enseignement :

*« Il est important d'aborder les thématiques de façon holistique. Les étudiants qui sont dans le « faire » sont plus sensibilisés. Par exemple, lorsque je discute durant mes cours de kilométrage alimentaire, soit la distance improbablement grande que les aliments parcourent avant de finir dans nos assiettes ; je propose aux étudiants d'aller cueillir des orties sur le campus du Sart-Tilman pour faire de la soupe. Cette façon d'être dans le « doing », dans l'action, rend les cours (inter)actifs et fait réaliser aux étudiants certaines réalités du système.*

*Autre exemple, je vais au supermarché d'Arlon avec mes étudiants. Ils regardent la provenance des produits, des aliments qui poussent en Belgique mais qui viennent d'Amérique du Sud. Ils s'informent de ces aberrations de notre système de production et de distribution de nourriture, et prennent des photos. Ils sont très vite mis à la porte par la sécurité. Cela en dit énormément de se faire éjecter d'un lieu ouvert au public. Cela ouvre tout un champ de discussion, à une réflexion extraordinaire. Cela ne demande pas grand-chose pour pouvoir être initié. La seule chose que cela requiert, c'est la ressource humaine. On ne peut pas faire l'économie de ça.*

*Les étudiants sont ainsi transformés parce qu'on leur dit : « Regardez, c'est possible ».*

On le comprend, l'apprentissage par l'action, quand il est possible, permet de relier du savoir froid - celui de la théorie à du savoir chaud - celui de l'expérience et de l'ancrer plus profondément. Cela fait de ce savoir un levier d'action.

En conclusion, les grèves scolaires pour le climat qui ont ponctué l'année 2018-2019 nous dévoilent que les élèves sont sensibilisés et informés sur les enjeux climatiques et qu'ils veulent de l'action. L'université doit se mettre en cohérence avec les attentes des étudiants en leur permettant d'approfondir leurs connaissances, les aider à cerner les enjeux dans toutes leurs complexités et de leur fournir les clés pour trouver les solutions. L'université pourrait par exemple introduire dans chaque faculté une réflexion pour repenser les programmes de cours afin d'intégrer les enjeux de la transition ; soutenir les initiatives de pédagogies actives ; encourager les professeurs à intégrer dans leur cours les dimensions liées au développement durable ou encore développer des programmes spécifiques pour préparer des « professionnels de la transition ». Sans évolution dans ce sens l'université risque de paraître en décalage avec les attentes des nouvelles générations, voir être délégitimée. Au contraire, si elle parvient à intégrer ces enjeux dans son enseignement alors elle deviendra une actrice de premier ordre dans la réponse aux défis de notre temps. 🌱





## TRANSITION DANS LA COMMUNAUTÉ UNIVERSITAIRE, VIVRE LE CHANGEMENT

L'université n'est pas seulement un lieu de recherche et d'apprentissage c'est également un lieu où l'on vit. L'université, c'est une communauté de près de 30 000 citoyens qui travaillent, étudient se déplacent, mangent, votent... c'est une institution avec ses bâtiments, ses abords, une institution qui a un système politique, qui consomme des biens et des services... En cela, l'université, au même titre qu'une ville, qu'un village peut se mettre en transition. Avec peut-être un impact social d'autant plus grand au vue de sa position de leader d'opinion de l'université au sein de la société, et de son rôle structurant dans la vision du monde de ceux qui y sont formés, c'est pourquoi l'université se doit d'être exemplaire.

On peut saluer quelques efforts fait en ce sens par l'ULiège, l'isolement des bâtiments, l'installation de panneaux solaires, la promotion du vélo et une application pour faciliter le covoiturage, la mise en place progressive du tri des déchets et de fontaines à eau. Cependant, on le sent bien, ces efforts restent assez timides et tardifs. Comme souvent au sein des grosses institutions, l'université a une certaine inertie et du mal à se repenser.

Lors du colloque nous avons pris connaissance du mouvement initié au sein de deux institutions d'enseignement supérieur qui ont intégré la transition au cœur de leurs priorités et qui on l'espère inspireront notre université.

### HELMO EN TRANSITION

Philippe Therer et Bénédicte Schoonbroodt nous ont présenté la dynamique de transition d'HELMO. Depuis 2007 déjà, des enseignants, des étudiants, et des administratifs réclamaient une politique plus durable pour la haute école. Le conseil d'administration (CA) - d'HEMES à l'époque - a entendu cet appel et donné un mandat à plusieurs de ses représentants pour mener un programme d'action dans le sens du développement durable. Depuis le récent CA d'HELMO a confirmé dans un plan stratégique l'axe de transition comme étant un axe majeur avec comme objectif de *proposer, susciter et soutenir toute initiative et action dans le domaine du développement durable* pour faire des étudiants des citoyens responsables.

Ce plan se décline dans différents domaines d'action :

- **La mobilité :**  
Dans un premier temps, de petites initiatives ont été mises en place comme la découverte des différents sites de la Haute école à vélo. Petit à petit, HELMO a constitué un « parc » vélo, qui permet aux enseignants et étudiants de se déplacer de manière douce. L'école a également développé le covoiturage.
- **La responsabilité sociale :**  
Le CA est attentif à l'éthique dans sa politique de placement. D'autre part, il a l'intention de confier la gestion des cafétérias à des ASBL et à des entreprises de formation par le travail d'économie sociale.







- L'énergie :**  
 Un audit systématique de la consommation a été mis en place. Des statistiques sur les 5 dernières années font état d'une stabilisation de consommation du gaz et du mazout, malgré une augmentation considérable de surface. En effet, HELMO connaît une augmentation de la population de plus de 25% entre 2013 et 2018 et de nouveaux bâtiments ont vu le jour, mais la consommation d'énergie est maintenue. Le seul bémol réside dans la ventilation importante des bâtiments (système avec double flux énergivore en matière d'électricité ce qui amène à réfléchir à la production de l'électricité).
- La mobilisation :**  
 La haute école HELMO encourage sa communauté à se mobiliser autour de certaines questions de la transition, notamment par l'organisation de départs groupés pour les marches pour le climat à Bruxelles, à Paris, ou encore elle organise des formations en collaboration avec le CNCD. L'école a notamment soutenu la grève mondiale pour le climat.
- La sormation/sensibilisation :**  
 Les notions de développement durable sont travaillées de manière transversale dans les matières. Un cycle de conférence sur la notion est également proposé. Une journée de la solidarité est organisée chaque année. Depuis 2012 un bachelier en coopération internationale en co-diplomation avec l'école de la Province de Liège a vu le jour. Notons également une Master class donnée par Günther Pauli sur «Comment entreprendre autrement?» et un salon de l'environnement organisé par les étudiants en marketing et commerce extérieur.
- Les déchets :**  
 Le tri des déchets est mis en place, un concours anti-gaspillage de papier est organisé.
- La recherche :**  
 HELMO a développé un axe de recherche sur les initiatives citoyennes de transition.

En 2018, suite à un appel à projet de l'ARES, «HELMO en transition» a pu voir le jour et un forum ouvert a été organisé pour les étudiants, le personnel, les enseignants... Suite à ce forum, 10 projets initiaux ont pu voir le jour notamment un projet de cantine durable, HELMO O déchet, HELMOilité, des formations à la transition avec une volonté de créer une unité d'enseignement spécifique aux enjeux de la transition écologique et du développement durable transversale à toutes les formations ou encore un projet de veille stratégique des consommations énergétiques. Un deuxième forum a été organisé en mars 2019, avec un atelier en intelligence collective pour réfléchir aux atouts et aux freins des différents projets et pour identifier les besoins. Il y a une volonté au sein d'HELMO en transition de fonctionner selon un schéma de gouvernance horizontale avec une cellule *animation* mis au centre. Les différentes «cellules - projets» sont interdépendantes et interconnectées et forment de ce fait HELMO en transition. Cette cellule HELMO en transition a été sollicitée pour contribuer au plan stratégique de la haute école, ce qui a permis d'inscrire la durabilité au cœur même de la stratégie de la haute école.

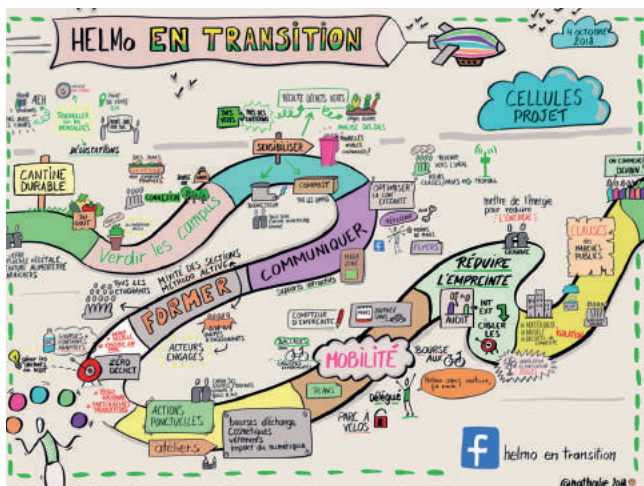


**LA CANTINE DURABLE**

L'un des champs d'action les plus évidents lorsque l'on parle de transition est celui de l'alimentation. Le mouvement vers une alimentation locale, de saison, produite dans le respect de la nature et du producteur a connu un essor important ces dernières années, du moins dans la consommation domestique. En ce qui concerne les cuisines de collectivités, l'évolution est moins évidente et les produits proposés sont encore fort peu durables. Face à ce décalage les interpellations des autorités responsables des cantines se multiplient pour qu'elles aussi proposent une alimentation responsable. Certes les freins sont multiples: il n'est pas évident qu'il existe à l'heure actuelle une chaîne de production d'alimentation responsable qui puisse satisfaire à la demande (plus de 5000 repas par jour servi à l'Uliège) et la question du coût, en particulier pour les étudiants ayant moins de moyen, reste un frein.

Pourtant une cantine durable est possible comme le montre l'expérience d'HELMO. En effet, au vu des différentes extensions réalisées par la Haute école suite à une population en croissance, HELMO a été obligé de revoir les plans de la cafétéria. Un projet de nouvelle cantine a vu le jour, en partenariat avec le centre d'insertion socioprofessionnel JEFAR, Influences végétales qui soutient le développement de cantines durable et la ceinture Aliment-terre liégeoise. Le projet a d'abord été mis en place sous forme d'une série de tests, qui ont été concluants, ce qui a permis d'offrir un nouveau service depuis début 2019 à des prix raisonnables pour les étudiants. L'un des plus gros déclics a été une aide du ministre Di Antonio, qui a permis à JEFAR d'engager un formateur, ainsi qu'une équipe de stagiaires. Les conditions favorables sont réunies pour que ce projet se développe dans d'autres points de distribution sur le campus et voir même dans toutes la haute école.

Notons que sur le campus de Gembloux, une réflexion est en ce moment menée dans le cadre d'un cours à option pour rédiger un nouvel appel de marché pour la cafétéria du campus, l'ancien arrivant à expiration. L'objectif est d'introduire dans cet appel des critères de durabilité.





## KUL, UNE UNIVERSITÉ DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

À l'instar d'HELMO, la KUL a inscrit de manière forte le développement durable dans sa politique interne. Deirdre Maes était présente au colloque pour partager cette expérience.

La KULeuven compte 15 facultés divisées en 3 groupes : sciences de la santé, sciences et technologies et sciences humaines qui rassemblent en tout 56 000 étudiants et 12 000 employés répartis dans plusieurs villes de Flandre et à Bruxelles. L'université est caractérisée par une grande autonomie dans les différentes facultés, départements et campus.

La politique de développement durable à la KUL s'est mise en place en trois phases : une phase d'expérimentation avant 2010 ; une phase de décollage entre 2013 et 2017 ; et une phase d'accélération à partir de 2018.

La phase d'expérimentation s'est caractérisée par de nombreuses actions dans le domaine du développement durable, fortement centrées sur les étudiants. Ces initiatives étaient menées de manière plutôt ponctuelle sans réelle approche centrale.

Ensuite est venue la phase de décollage. En 2012, la ville de Leuven a mis au point une nouvelle stratégie pour devenir neutre en carbone. Dans cette dynamique l'université a mis en place un groupe de réflexion autour de la question « Comment devenir une université neutre carbone ? ». Ce groupe de réflexion a rédigé un rapport présenté en 2014 ce qui coïncidait avec l'élection du nouveau recteur. Une première vice-rectrice pour le développement durable a alors été nommée. Dans la foulée, en 2015, un nouveau cadre du développement durable a vu le jour. Ce cadre s'articule autour de 4 piliers : la gestion opérationnelle de l'université, la recherche, l'enseignement et la coopération au développement. Le document souligne l'importance de l'implication de toute la communauté dans le projet. À noter que depuis 2015, le service de développement durable se trouve dans le service général du recteur et non dans les services techniques. Ont été mis sur pied des ecoteams, des groupes de collègues engagés qui souhaitent rendre l'université durable ainsi qu'un green office : un laboratoire pour la durabilité où 7 étudiants sont engagés comme « responsables projet » un jour/semaine. Chaque responsable projet crée un groupe de volontaires, ce qui crée une dynamique très importante.

Enfin le développement durable au sein de la KUL a connu une phase d'accélération en 2018 avec l'arrivée d'un nouveau recteur et d'une nouvelle équipe qui a mis le développement durable au cœur de sa stratégie. La KULeuven considère aujourd'hui la durabilité comme une de ses valeurs fondamentales avec ce slogan : « *On crossroads for a sustainable society* ».

Plus concrètement, voici quelques exemples de défis relevés par la KUL pour intégrer le développement durable. Au niveau de la gestion des opérations internes la première priorité est la réduction de CO<sub>2</sub>. La KUL s'efforce de devenir une université neutre en carbone. Un premier point focal est mis sur les bâtiments qui représentent l'émission de CO<sub>2</sub> la plus importante et un challenge important car il s'agit de vieux bâtiments classés donc des investissements très importants. Ensuite viennent, la mobilité, les déchets et les achats. Ces 10 dernières années, l'université est parvenue à faire diminuer ces émissions de 50%, ce qui représente un bon début même si les 50% sont les plus faciles à atteindre. L'objectif est une réduction d'encore 20% pour 2027.

En ce qui concerne les déplacements : 40% des employés viennent aujourd'hui en voiture alors que la plupart habitent entre 10 et 20 kilomètres. L'objectif est de faire changer cette habitude en proposant un vélo électrique que les employés peuvent louer pour 12 euros/mois. Des vélos cargos sont également utilisés pour délivrer le courrier interne. Pour ce qui est de la mobilité internationale, l'objectif est de diminuer les déplacements en avion en stimulant l'utilisation des conférences vidéo. L'université souhaite également encourager l'utilisation du train pour les déplacements internationaux. Pour ce faire deux listes ont été mises au point : une liste blanche avec les destinations qui peuvent être atteintes de manière aussi rapide en train qu'en avion, avec une différence de 3 heures, calculée sur le temps d'attente aéroport. Pour ces destinations, le corps universitaire peut s'y rendre uniquement en train. Une liste grise avec des destinations où le temps de trajet est de moins de 7 heures en train et où le personnel peut choisir entre le train et l'avion.

Enfin en ce qui concerne l'éducation et l'enseignement, 3 axes d'action ont été développés :

- Les nouveaux étudiants reçoivent une semaine d'introduction au développement durable.
- En première année : des cours sur les grands enjeux sociétaux au regard des objectifs pour le développement durable sont proposés.
- Un projet de création de 17 modules de cours en ligne, les moocs, sur les objectifs de développement durable. Les professeurs seront invités à choisir les moocs qui correspondent à leur matière pour se former à intégrer la durabilité dans les cours.

Notons qu'en matière de recherche, l'université veut encourager la recherche interdisciplinaire en créant un institut mais il n'y a à l'heure actuelle pas beaucoup d'avancée dans ce domaine.

Pour conclure, Deirdre Maes remarque qu'il y a, à l'université de Leuven, un mouvement très dynamique et attractif avec une équipe proche du recteur qui a l'ambition de mettre le DD au cœur de l'université. Ce mouvement reçoit beaucoup de soutien dans la communauté universitaire, ce qui a permis de réunir des personnes déjà convaincues par la thématique. Il y a cependant certaines limites, notamment la grande autonomie dans les facultés. Un cours obligatoire sur les DD pour tous les étudiants a par exemple été refusé car chaque faculté doit pouvoir choisir ses programmes. L'organisation de l'université ne permet pas d'implémenter tous les objectifs de manière rapide. Elle n'est pas non plus adaptée à la mise en place de la transdisciplinarité.

L'université se trouve actuellement dans une phase de balancement : si le mouvement va trop vite, il risque de perdre beaucoup de gens, et s'il ne va pas assez vite, il y a un risque de perte de dynamisme. Un des gros enjeux pour les années à venir va donc d'être de trouver un équilibre.

Les expériences d'HELMO et de la KUL nous apprennent que pour qu'une institution prenne le train de la transition le mouvement doit venir aussi bien de la communauté que des autorités. Cela ne peut être imposé d'en haut et cela ne peut prendre toute son ampleur s'il n'y a pas de soutien et d'engagement institutionnel. Les deux doivent se rejoindre autour d'un objectif de durabilité commun. Émerge alors un cercle vertueux : une politique clairement affirmée crée un climat favorable à l'émergence d'initiatives.





Pour ce faire, l'université peut ouvrir des espaces où sont discutées les grandes orientations de l'université, elle peut également mettre en place un service chargé d'encourager et d'accompagner les membres dans la mise en place d'initiatives de transition. Elle peut également elle-même poser des gestes pour un fonctionnement plus écologique (cfr. encadré). 🌱

### S'AFFRANCHIR

Malgré les inconvénients pour la santé et l'environnement, partout sur les campus de l'Uliège se dressent des distributeurs Coca cola. Partout... sauf sur le campus d'Arlon, où à l'heure de renouveler le contrat avec la multinationale, le département des Sciences et Gestion de l'Environnement basé sur le site a décidé de se passer de soda et d'installer plutôt des fontaines à eaux, économisant sur l'électricité nécessaires aux machines et s'épargnant de nombreux déchets.

Cette anecdote est significative en ce qu'elle nous invite à penser le changement là où les choses sont tellement ancrées qu'elles nous paraissent impossibles à changer. Coca-Cola est partout, c'est une énorme machine bien huilée, comment imaginer que c'est en réalité si simple de s'en passer ?

### LEVIER D'ACTION POUR UNE UNIVERSITÉ EN TRANSITION

À la lumière des expériences d'HELMO et de la KUL voici des secteurs dans lesquels l'université peut agir afin d'être plus verte :

#### La mobilité :

- Développer le réseau de pistes cyclables et proposer des vélos électriques.
- Encourager l'utilisation de l'application pour le co-voiturage.
- Pour les déplacements internationaux: interdire l'avion pour les destinations proches et encourager le train quand le temps de transport est équivalent (cfr. KUL).

#### L'énergie :

- Mener un audit systématique de la consommation.
- Isoler les bâtiments.
- Installer de panneaux solaires.

#### La mobilisation :

- Soutenir les mobilisations sociales (ex. grève pour le climat).

#### La responsabilité sociale :

- Avoir une politique de placement responsable.
- Choisir des prestataires qui répondent à des critères sociaux et environnementaux exigeants (ex. cafétérias, logements, travaux).

#### Les déchets :

- Mettre en place un tri des déchets systématique.

#### Gouvernance :

- Mettre en place un comité de pilotage pour une université en transition avec une participation de la communauté et un soutien des autorités.







# COOPÉRATION EN TRANSITION

Par **Christine Dasnoy** • ULIège PACODEL  
**Chargée de coopération au développement**  
**Responsable des Journées du Développement**

L'après-midi de la dernière journée du colloque a été consacrée à la dimension Nord-Sud de la mission de service à la société de l'université, à travers une table ronde intitulée « Université en transition : regards croisés Nord-Sud » et organisée par le PACODEL (Centre pour le Partenariat et la Coopération de l'ULiège).

La transition semble en effet a priori faire sens pour les pays dits du Nord. On parle de transition écologique et sociale pour une société plus solidaire, plus participative et si possible plus inclusive, vers un nouveau modèle de vivre ensemble, respectueuse de l'environnement et en harmonie avec les ressources disponibles. Les expériences de transition testées au niveau local le sont essentiellement dans les pays du Nord.

Lorsqu'on aborde les pays du Sud, on parle davantage de développement durable. Les pays dits du Sud sont aussi communément appelés « pays en développement » ou « pays à faibles ou moyens revenus ». La transition serait donc l'apanage des pays riches ?

Ou ne serait-ce tout simplement pas qu'un problème sémantique ? Ne parle-t-on pas des mêmes choses finalement ? Dans les deux cas, c'est l'impératif d'un changement qui est mis en avant, un changement évolutif, un processus plus circulaire que linéaire. Un changement qui permet de rencontrer les grands enjeux écologiques, mais c'est aussi un changement attendu vers plus de justice, d'équité.

Transition ou développement durable, les deux notions renvoient à un même changement pour plus de bien-être et de justice pour tous dans une vision internationale et intergénérationnelle.

Au Nord ou au Sud, ce sont les mêmes besoins, les mêmes enjeux.

L'objet était donc d'appréhender la manière dont les universités du Nord peuvent s'impliquer au Sud afin de contribuer à améliorer le bien-être des populations du Sud dans un contexte de crise environnementale, économique et sociale qui les touche plus particulièrement.

## COOPÉRER, C'EST RÉPONDRE À DES ENJEUX COMMUNS, À UNE IDENTITÉ DE BESOINS, AU NORD COMME AU SUD

Le titre est un peu provocateur : Université en transition, regards croisés Sud - Nord. Les intervenant.e.s sont en effet toutes et tous issu.e.s du Nord.

Mais c'est ce croisement qui est indispensable pour comprendre nos actions, la question est double et réciproque :

- En quoi l'implication de l'université dans des actions de transition au Nord change sa façon de faire de la coopération ? Puisque les enjeux sont communs, en quoi le fait de s'interroger sur la transition, d'y adhérer en tant qu'institution universitaire a un impact sur la manière de faire de la coopération ?
- Mais aussi, en quoi l'engagement de l'université dans les pays du Sud peut-il avoir un impact sur sa manière de s'intéresser à la transition au Nord ?





Il n'est donc plus question de transition au Nord et de coopération pour le Sud<sup>5</sup>. Les participants à la table ronde ont été unanimes : il n'existe pas de transition sans en même temps assurer le développement, y compris celui des plus fragiles dans nos pays dits du Nord.

Au final, Nord et Sud poursuivent un même objectif de changement face à des enjeux communs.

Reste que cette communauté d'urgence ne doit pas non plus occulter la spécificité de certaines situations observées au Sud. Comme le souligne un des intervenants, le concept de transition doit permettre de conserver un axe Nord-Sud qui tienne compte de ses spécificités, qui renforce des mécanismes propres aux rapports Nord-Sud ne correspondant pas à un modèle unique.

Si les enjeux sont globaux, les besoins assez semblables, les réponses doivent être situées, propres à chaque situation, il n'y a pas de réponse universelle. En termes de coopération universitaire, ne pas situer la question, « c'est perdre son temps ».

### QUEL ACCÈS POUR LES PAYS DU SUD ?

La question de l'accès différencié a été longuement abordée durant les échanges. Si la transition est un mouvement de fond poursuivant des objectifs identiques tant au Nord qu'au Sud, les conditions de la transition ne sont pas les mêmes entre les pays, et notamment en ce qui concerne l'accès aux données, aux techniques, aux innovations, aux financements, à la recherche. Le Sud n'a pas la même liberté de choisir un dispositif ou de le mettre en œuvre.

**L'accès au dialogue** se rétrécit pour le Sud. Malgré la Déclaration de Paris et ses grands discours sur la nécessaire participation et appropriation des pays qui dépendent de l'aide dans le processus de formulation, ce processus reste dominé par les pays du Nord, qui en tant que bailleurs émettent leurs attentes et édictent leurs formulaires d'appel à projet.

Un constat fait l'unanimité, la coopération s'est au fil de ces dernières années fortement bureaucratisée, faisant apparaître en parallèle un vocabulaire complexe, « les mots clés remplacent dorénavant les grands espaces de discussion ». L'accès au débat est devenu un enjeu central, or il est trop peu accessible, voire dans certains cas pas du tout, pour les pays du Sud. C'est pourtant par ce débat que ces derniers peuvent formaliser la projection qu'ils ont de leur avenir.

La question se pose alors de savoir comment les universités peuvent s'impliquer de manière à rendre cette évolution conciliable avec les impératifs de participation, d'appropriation et de co-construction mis en avant comme moyens d'actions plus efficaces.

Autre sujet de discussion, celui du « **cadre logique** », bien connu des universitaires et ONG qui montent des projets de coopération, il est décrié par son aspect trop formaliste, trop « empreint d'une culture Nord ». Dans sa forme, le cadre logique prévoit la participation, dans les faits, il cadenasse la démarche participative car il utilise un vocabulaire en référence à la logique du Nord et le Sud quant à lui complète. Certains évoquent un nécessaire travail de traduction visant à concilier les attentes des partenaires et des bailleurs et faisant du cadre logique un instrument de synthèse.

**L'accès aux brevets, aux données** constitue aussi une source d'inégalité face à laquelle la coopération Sud-Sud devrait être renforcée.

Les programmes de coopération universitaire devraient aussi soutenir le Sud pour que celui-ci obtienne un libre et gratuit aux données, aux résultats.

Construire la confiance dans le temps : le temps de se connaître, le temps de construire une vision commune, le temps de co-construire un cercle vertueux avec les partenaires qui s'associent autour d'un projet. Il ne suffit pas de cocher la case de la participation, c'est une confiance mutuelle qu'il faut mettre en place.

### QUELLES PISTES POUR LA COOPÉRATION UNIVERSITAIRE ?

À l'issue de ces constats assez pessimistes, certaines pistes ont été formulées, même si le débat reste largement ouvert.

#### RÉCIPROCITÉ NORD-SUD

La première consiste à éviter toute forme de spécialisation des scientifiques et académiques dans leur domaine d'intervention, soit tout Nord ou tout Sud. L'intégration crée de la richesse mutuelle et permet d'appréhender la complexité mais aussi d'appréhender l'axe Nord-Sud dans sa réciprocité. Plusieurs intervenants insistent sur ce point : « Notre projet au Sud nous a permis de constater des pratiques en avance sur les nôtres, par exemple le recyclage de certains matériaux » ou encore « dans nos projets, les questions posées, les moyens mis en œuvre, c'est un apprentissage fabuleux pour nous aussi ».

Dans le même ordre d'idée, une suggestion est faite de prévoir pour les projets de coopération universitaire, la prise en compte des objectifs du développement durable (ODD). Il conviendrait ainsi d'expliquer dans le formulaire même du projet en quoi celui-ci répond à un ou plusieurs ODD et ce, de manière transversale au Nord comme au Sud, tant en termes de recherche, que d'enseignement et d'impact.

#### RENFORCER AUSSI L'ACTION NORD

Réinvestir le débat citoyen constitue un rôle fondamental pour les universités. À ce jour, l'université ne propose pas de cours obligatoire en matière de citoyenneté mondiale. L'université doit tirer parti de sa position privilégiée pour pousser à l'innovation sociale, former, mais aussi inspirer les jeunes et se laisser inspirer par ceux-ci, qu'elle a la chance d'enrichir et d'attirer.

Une proposition rencontre l'unanimité : organiser un **cours obligatoire** sur ces questions, basé sur une approche par l'exemple, le concret visant à objectiver les différentes problématiques, « éviter les mots creux et les grands slogans ». Former à la transition, c'est aussi opérer une transition dans nos enseignements intégrant l'interdisciplinarité et la transdisciplinarité favorisant le contact avec les étudiants du Sud.

#### LIBÉRER LA PAROLE DES ÉTUDIANTS DU SUD

L'université du Sud doit aussi se libérer, libérer sa parole. La gouvernance universitaire au Sud est « un trop vieux modèle de gouvernance, trop centralisé ». Il faut obtenir une représentation étudiante dans les Conseils d'Administration. Les universités du Nord devraient aider les étudiants du Sud à avoir accès à une parole libre.

On en revient à la question de l'accès, sous un autre angle, la limite peut aussi venir du Sud. 🌍

<sup>5</sup> Notons qu'il convient de se défaire de l'idée de deux blocs homogènes, tant ce que nous appelons, par souci de simplicité, le Nord et le Sud renferment de grandes diversités de situations.



## VERS UNE UNIVERSITÉ EN TRANSITION

Face aux enjeux écologiques qui se font de plus en plus pressants, des citoyens réagissent. Ils s'organisent à l'échelle de leur communauté pour adopter des modes de vie plus respectueux de l'environnement. L'université par ses triples missions de recherche, d'enseignement et de service a la possibilité de rejoindre ce mouvement voire de l'amplifier en profitant de sa position de leader d'opinion au sein de la société pour promouvoir les valeurs d'écologie et de solidarité. C'est dans cet objectif qu'a été organisé le colloque Université, laboratoire de la transition. Quelle université pour demain ? Dont nous tirons ces conclusions et ces recommandations.

En ce qui concerne la recherche, l'université constitue un fabuleux réservoir de connaissances et de compétences, un lieu dédié à la réflexion où peuvent être pensées les solutions aux défis qui nous préoccupent. Cependant ces solutions seront peu utiles si elles sont pensées de manière cloisonnée par chaque discipline sans une vision sous tous les angles des questions. De même, elles ne serviront à rien si elles ne sont pas appropriées par le reste de la société. Très vite est apparu dans le colloque que pour que la recherche soit au service de la transition, elle doit être inter et transdisciplinaire. Cela implique de repenser les projets de recherche : les bailleurs pourraient inciter dans les appels à projet ces dimensions d'inter et de transdisciplinarité en tenant compte bien entendu des contraintes, notamment temporelles qui sous-tendent ces méthodologies. Les rapports entre les acteurs doivent également évoluer en dépassant les *a priori* réciproques entre les disciplines et entre chercheurs et acteurs de terrain, c'est sans doute en multipliant les lieux de dialogue, pour la construction des recherches et pour la diffusion des résultats qu'on y arrivera le mieux. Une recherche en transition a besoin également de l'engagement des chercheurs et les chercheurs engagés ont besoin du soutien de leur université, qu'elle reconnaisse cet engagement en lui dégageant du temps par exemple, pour que cela ne représente pas une charge supplémentaire là où les responsabilités sont déjà très lourdes.

Pour ce qui est de l'enseignement, le passage à l'université est l'un des moments clés dans la structuration de la vision du monde de ceux qui sont formés. Que l'université transmette dans son enseignement des connaissances, des compétences et des valeurs liées à l'écologie et à la solidarité, et celles-ci feront partie du bagage des étudiants qui façonneront le monde de demain. Pour cela, les programmes doivent être réaménagés pour aborder les enjeux de manière transversale, ici aussi cela implique des professeurs engagés, qui sont prêts à ré envisager leur cours en y incluant ces angles et le soutien des autorités dans ce processus. La multiplication de programmes spécifiques pour la transition, comme le master en smart rurality ou encore le master en transition et innovation sociale formeront des professionnels de la transition, coup de pouce non négligeable à sa réalisation.

Enfin, un enseignement qui, quand c'est possible, sort des murs de l'université, une connaissance qui se construit par l'expérience, par le passage à l'action pourra insuffler une certaine culture de l'engagement aux étudiants.

Enfin en tant que communauté, les membres de l'université peuvent aussi se mettre en transition : améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments, opter pour une mobilité plus douce, se mobiliser aux côtés des mouvements sociaux, choisir une alimentation durable, réduire et recycler les déchets, mettre en place une politique socialement responsable dans les appels d'offre et dans les placements, réfléchir avec les partenaires du Sud à des projets écologiquement responsables, adopter une gouvernance plus inclusive, et créer une dynamique positive pour l'ensemble du territoire.

De manière transversale, on note que ce mouvement pour une université en transition advient à la fois grâce à ses membres mobilisés autour de cette question et aux autorités académiques qui les soutiennent et développent une politique proactive. Sans soutien des autorités, les membres s'épuisent, et inversement sans soutien de ses membres, les autorités ne peuvent réellement ancrer une politique durable au sein de l'institution.

En conclusion, l'urgence climatique met les questions environnementales au cœur des débats de société. L'université doit s'en emparer et oser, se repenser. En effet, pour reprendre la réflexion de Sybille Mertens, l'université, en grande partie financée par la collectivité, lui est d'une certaine manière, redevable. Cette collectivité pourrait un jour lui demander des comptes et poser la question : Avez-vous été capable de penser le changement ? Capable de prévoir, avec la société, une autre civilisation et d'autres modèles d'organisation ? Ou au contraire avez-vous verrouillé le changement en pensant l'innovation dans les mêmes modèles qui ont montré leurs limites ? C'est la légitimité de l'université en tant qu'institution de la connaissance et de l'innovation qui est en jeu.

De même, les élèves, aujourd'hui sensibilisés se mettent en grève et défilent dans les rues parce qu'ils sont inquiets. Ces adolescents seront dès la rentrée prochaine les étudiants, qu'en sera-t-il de la légitimité à leur yeux s'ils constatent que, à la traîne du reste de la société, l'université n'a pas intégré la question de l'écologie dans son enseignement et dans ses pratiques ?

À l'inverse l'université a un terreau formidable pour la transition : un réservoir des connaissances et de compétences dans toutes les disciplines, de l'espace pour réfléchir de manière approfondie aux solutions, des fonds publics et une masse d'étudiants qui seront les acteurs de demain. Il ne reste plus qu'à se mettre en marche pour faire de l'université un laboratoire de la transition. 🌍